

Sofres

Opinion publique  
1986



Gallimard











Avec la participation de :

ALAIN DUHAMEL	éditorialiste et professeur à Sciences-Po
SERGE JULY	directeur de <i>Libération</i>
GÉRARD LE GALL	politologue
DOCTEUR PIERRE SIMON	gynécologue
PERRINE SIMON	
FRANÇOIS DE SINGLY	maître de conférence de sociologie à l'université de Nantes
MARIE-FRANCE TOINET	chargée de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques
GÉRARD VINCENT	professeur à Sciences-Po
COLETTE YSMAL	chargée de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques

Et les contributions de :

ANGÉLINE BOURLANGES  
FRANÇOIS CORNUT-GENTILE  
FLORENCE HAEGEL

Nous remercions les journaux, médias et associations grâce auxquels les sondages présentés dans ce livre ont été réalisés :

LE FIGARO, LE MONDE, LA CROIX, LIBÉRATION, SUD-OUEST et plusieurs journaux de province.

LE NOUVEL OBSERVATEUR, LE FIGARO-MAGAZINE, MADAME FIGARO, LE POINT, L'EXPRESS, VSD, TÉLÉ 7 JOURS.

L'EXPANSION, ACTUEL, LIAISONS SOCIALES, SCIENCES ET AVENIR, LE MONDE INFORMATIQUE, NOTRE TEMPS, MARIE-CLAIRE, FEMMES ÉCHO, GAY INTERNATIONAL, LE CONCOURS MÉDICAL.

TF 1, ANTENNE 2, FR 3, EUROPE 1, FRANCE-INTER.

La LICRA, l'intergroupe de l'Assemblée nationale et EXPRESSION DIRECTE.



# 1

## *Sur l'impopularité de François Mitterrand*

---

*par Serge July*

Depuis cinq ans, la société française, tant dans ses croyances que dans ses attitudes, a profondément changé. Cinq années ont suffi à la rendre à peu près méconnaissable. Or si l'opinion admet ce changement dans le mode d'emploi de la réalité, elle n'en attribue pas la responsabilité directe aux élites mitterrandistes. Bien au contraire, puisque François Mitterrand est aujourd'hui le président de la République le plus impopulaire de la V<sup>e</sup> République. Il y a là une outrance, qui confine peu ou prou à l'injustice proprement mystérieuse, surtout vis-à-vis d'un chef d'État qui a déployé pendant toute cette période une activité incessante, tant en France qu'à l'étranger.

### *La marche en crabe*

La politique fabrique des images. Pendant seize ans, Mitterrand de manière inlassable et obstinée, contre vents et marées, a réussi à imposer l'image de l'union de la gauche et du programme commun de gouvernement. Une image forte, à laquelle l'opinion s'était accoutumée. La difficulté après une aussi longue persuasion, c'était de changer d'image et non seulement d'en changer, mais de réussir à imposer la nouvelle avec plus de force de persuasion encore que la précédente. Ce fut le cas de De Gaulle avec l'Algérie : de l'Algérie française à l'Algérie indépendante en passant par l'autodétermination. Et en 1982 Mitterrand

se retrouve confronté à ce problème : après un an de gouvernement socialo-communiste et de transe étatiste, tous les clignotants économiques s'affolent. Les mesures de rigueur se suivent mais toujours insuffisantes jusqu'au grand bond en avant dans la rigueur financière en mars 1983.

Cette image est totalement contradictoire de la précédente ; d'autant plus contradictoire qu'elle semble renouer avec le barrisme d'avant 1981, mais de manière paradoxale, puisque le gouvernement de gauche sera plus systématique encore, et plus rigoureux que ne l'avait été l'ancien Premier ministre de Giscard. Comment gérer ce changement d'image ? Comment utiliser cette nouvelle image pour rebondir et, ce faisant, fonder une nouvelle politique ?

Mitterrand dans un premier temps s'y refuse. Il cherche même à sortir du carcan de la rigueur. N'y parvenant pas, il va entrer dans cette nouvelle politique à reculons. C'est-à-dire en niant le changement : ce sera la thèse de la « parenthèse dans le changement », de « la même politique qui continue ». Alors que les faits, c'est-à-dire les mesures économiques prises par le gouvernement imposent une nouvelle image et créent les conditions d'une nouvelle politique, le discours mitterrandiste en prenant le contre-pied de l'image de la politique de rigueur va avoir des effets de brouillage catastrophiques. D'une part l'image de la nouvelle politique va s'en trouver affaiblie, mais l'écart entre la pratique et le discours va apparaître comme l'ultime manifestation du vieux fonds dirigiste de la gauche, comme un gigantesque lapsus idéologique. Une sorte de contre-image s'impose alors : la gauche n'est pas ralliée à la rigueur et à ses conséquences politiques, elle n'y souscrit que contrainte et forcée, elle n'a fondamentalement pas changé comme en témoigne le congrès de Bourg-en-Bresse où « l'archaïsme de gauche » jette ses derniers feux et précipite l'affaire de l'école privée.

L'opinion, y compris l'électorat mitterrandiste, va réagir en plébiscitant les leaders de gauche d'inspiration social-démocrate (Rocard et Delors) ou néo-libérale comme Fabius. C'est l'un des paradoxes de cette période, les effets Rocard, Delors ou Fabius seront pour les électeurs autant de moyens de contester l'attitude présidentielle, et l'image qu'il tente d'accréditer. De telle sorte qu'il devra finalement admettre les conséquences politiques de l'aggiornamento économique de mars 1983 : ce sera la nomination de Laurent Fabius en juillet 1984, après la défaite de l'école privée qui aura quand même provoqué le mouvement social le plus important depuis mai 68.

Après la rupture économique de 1983, la rupture politique de 1984 : cette fois il y a adéquation entre le discours et la pratique gouvernementale. Cette réunification est globalement ressentie comme l'ultime désaveu du Président. Les images sont volontiers simplificatrices : en fin de compte pour l'opinion, Mitterrand apparaît comme l'homme qui s'est opposé en vain au changement de politique, ce changement lui ayant été imposé en mars 1983 par la technostructure financière et en juillet 1984 par la société civile.

Il est difficile dans ces conditions de créditer le Président de ce changement et surtout de ses vertus, y compris sur le plan économique. Tel est finalement le drame statistique de Mitterrand que reflètent très bien les cotes de popularité, ou les sondages plus approfondis comme l'enquête LIBÉRATION/SOFRES de juin 1985.

Cette lecture c'est celle que fait et qu'a faite spontanément l'opinion. Elle est

évidemment vraie. Il en est une autre qui est elle aussi contradictoirement vraie. Vue d'aujourd'hui (fin 1985), une perspective générale se dégage de ces cinq ans, qui n'est pas, loin de là, sans cohérence. C'est encore une image, mais à la différence de toutes les précédentes, celle-ci n'est visible qu'en filigrane : à savoir Mitterrand comme modernisateur de la société politique française.

Reprenons l'itinéraire de cette marche en crabe : dans un premier temps, sa stratégie d'union de la gauche a pour principale conséquence (outre la conquête de l'exécutif) la marginalisation du parti communiste qui constituait jusqu'alors l'une des principales sources d'archaïsme politique. Et comme le prouvent les vaines tentatives du PC depuis son départ du gouvernement, cet affaiblissement a quelque chose d'irréversible.

Deuxième temps : l'aggiornamento de mars 1983 ou la défaite de l'idéologie face au marché. Sur l'inflation par exemple, il n'y a plus désormais deux conceptions du monde qui s'affrontent sur le mode de la guerre civile froide, mais un consensus au sein duquel se chamaillent des nuances et des volontés de natures différentes. Les conditions sont ainsi créées pour un déblocage de la vie politique. Il faudra attendre juillet 1984 pour que l'accompagnement politique suive. C'est le troisième temps. Cette fois, on entre de plain-pied dans la cohabitation des idées. L'adoption du scrutin proportionnel achève le dispositif visant à la création de deux grands pôles démocratiques, l'un à gauche du type « parti démocrate » autour du PS et l'autre de type conservateur autour du RPR. Et rejetés aux extrêmes, en dehors du jeu de l'alternance, les deux partis qui rejettent le consensus démocratique, le PC d'un côté et le Front national de l'autre.

De toute évidence, nous entrons dans une nouvelle ère de la vie politique en France. L'un des freins les plus importants à la modernisation de la société civile et industrielle, trouvait son origine dans le retard du système politique sur les mentalités sociales. Cette remise à l'heure est le produit d'une politique consciente dont le Président est clairement l'auteur.

Or cette lecture a totalement échappé aux contemporains de Mitterrand, du moins jusqu'à présent. Elle n'engendre donc aucun bénéfice pour lui. Elle est incapable de contrebalancer les effets négatifs provoqués par les changements d'images successifs.

## *Le stratège et le tacticien*

D'où l'hypothèse que je formule qui consiste à opposer chez Mitterrand le stratège politique aux intuitions assez exceptionnelles et le piètre tacticien. C'est totalement paradoxal : les amateurs de clichés présentent volontiers Mitterrand sous les traits d'un florentin, fin manœuvrier, orfèvre en coups fourrés, alors que cette perspective tend justement à démontrer que son point faible c'est la gestion politique, la politique au jour le jour.

Mitterrand est un homme de long terme, mal à l'aise dans les contingences du court terme. L'intellectuel s'accommode volontiers de la durée, pas l'homme d'action. A l'origine de l'impopularité présidentielle il y a un formidable malentendu d'époque : au moment même où les mentalités tendaient à valoriser l'homme d'action aux dépens des idéologues et des stratèges, les élections de 1981 portaient à la Présidence le plus intellectuel de tous les monarques républicains de la V<sup>e</sup> République. Le temps de l'entreprise et des entrepreneurs — l'homme d'action plébiscité par tous les sondages — n'est pas celui de l'homme d'histoire. Depuis cinq ans, Mitterrand a le plus souvent donné le sentiment de subir le quotidien ; pressé par les échéances, on l'a vu à de multiples reprises hésiter sur l'obstacle pour décider parfois en catastrophe là même où les choses allaient souvent de soi.

D'où chez lui, cette obsession du temps et de la durée qui s'exprime dans son rapport très particulier avec les forêts. Voilà une « culture » qui ne donne pas de fruits l'année suivante, mais une ou deux décennies plus tard. Mitterrand a une véritable passion pour les arbres, en particulier pour les chênes, ces géants des forêts qu'il aime planter et voir pousser au fil des années, à travers les rendez-vous secrets que ses promenades organisent. Comme si les arbres — ses arbres de Latché en particulier — lui donnaient la mesure du temps et de la sorte facilitaient sa méditation préalable à toutes décisions contingentes.

Mais plus encore, ce qui symbolise le mieux la contradiction présidentielle, c'est cette expression forgée par lui et qui tient de l'autoportrait : « la gestion paroxystique des crises ou des situations ». Avec de nombreuses variantes : « le goût des difficultés » ou bien « c'est dans les difficultés que je suis le plus à l'aise » etc. Toutes ces formules ramassent avec bonheur cette tension permanente entre le goût pour la mise en forme stratégique d'une part, et la difficulté psychologique à arbitrer, à trancher, à foncer, à mobiliser une équipe pour régler un problème d'autre part. D'une certaine manière, si le quotidien gouvernemental n'existait pas Mitterrand serait le plus heureux des Présidents et sans doute le plus populaire. Mais en temps de crise, où personne n'a le loisir, ni le goût de se projeter sur le long terme, où la vie se traite et se consomme au jour le jour, c'est un crime de lèse-opinion. On connaît cette caricature le concernant : « Mitterrand travaille uniquement pour les pages qui lui seront consacrées dans les livres d'histoire. » Elle est excessive, mais comme toute caricature elle saisit un trait caractéristique du personnage : cette volonté justement de penser de manière principalement stratégique.

## *Le stratège de la société politique*

Encore faut-il soigneusement borner le domaine où ses intuitions stratégiques montrent une vraie efficacité. Sa réputation politique vient en grande partie de la connaissance que tous lui accordent de la société politique, de ses institutions,

de ses rouages, de ses règles, de ses mentalités et des hommes qui la peuplent. Dans ce domaine, il opère de l'intérieur.

Le processus de modernisation qu'il a provoqué et qu'il maîtrise en grande partie, n'a pas échappé à un homme comme Alain Peyrefitte qui dans son dernier livre, *Encore un effort Monsieur le Président*, reconnaît qu'il a réussi là où Giscard avait échoué. L'ancien Président ne manquait pas d'intuitions, mais il n'est jamais parvenu à leur donner une forme stratégique et ce faisant une efficacité.

A ce titre, le propos de Pierre Mendès France (à Jean Lacouture son biographe en 1976) s'applique parfaitement, dans ce secteur précis à François Mitterrand : « Je crois que si l'Histoire a un sens, elle n'en est pas moins, dans une certaine mesure malléable. Il y a des possibilités de fluctuations, d'accélération, de ralentissement, des circonstances favorables qui permettent d'anticiper certains progrès, des circonstances défavorables qui retardent certaines maturations. » Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces circonstances n'ont pas échappé à Mitterrand. En tout cas pour la transformation de la société politique.

Parce qu'il en va tout autrement dans d'autres domaines où manifestation Mitterrand n'a pas la même intuition stratégique. C'est un lieu commun de remarquer son étrangeté à la sphère industrielle et à la culture du monde des affaires. Mais on oublie son étrangeté tout aussi importante à l'égard de la société civile, de ses évolutions profondes, de ses aspirations et de ses désirs.

L'aveuglement à peu près total manifesté vis-à-vis du mouvement de défense de l'école privée, et de l'idéologie consumériste dont il témoignait, en est la preuve. Son aversion — fréquente pour ce qu'il ne comprend pas ou ce qui lui résiste — pour mai 68 ou pour la pratique cédétiste par exemple en porte témoignage. L'un des grands échecs du septennat restera sans doute la question dite de l'immigration, problème de société cardinal s'il en est, puisqu'il s'agit de l'intégration conflictuelle d'une communauté maghrébine de culture musulmane dans la société française et du syndrome de voisinage qu'elle entraîne.

Les gouvernements socialistes n'ont pas ménagé leur bonne volonté mais faute d'initier un processus original, ils ont dû au final baisser les bras et en revenir à une pratique répressive plus ou moins « soft ». Le silence opposé par Laurent Fabius aux propos répressifs de Jacques Chirac lors de leur face-à-face télévisé du 27 octobre, s'il ne reflète pas exactement la réalité, exprime la gêne qui est celle du gouvernement face aux angoisses de l'opinion.

Mal à l'aise avec les problèmes et les mouvements de la société civile, Mitterrand est à l'inverse beaucoup plus heureux dans ses intuitions et dans ses « kriegspiels » stratégiques dès lors qu'il se retrouve confronté à ce qui fait la matière première de la réflexion du stratège : des rapports de forces clairs. C'est le cas dans la société politique et dans le prolongement de celle-ci, à savoir les relations internationales. Mitterrand est d'autant plus productif dans ce domaine que le moyen et le long termes sont les unités de bases temporelles de toute politique étrangère. Sa réussite relative dans certains domaines mais bien réelle dans l'ensemble, n'est pas à traiter comme le font de nombreux observateurs comme une exception incompréhensible dans le bilan de Mitterrand.

Entre le grand intellectuel européen, l'avocat inflexible des euromissiles et le modernisateur de la société politique française par exemple, il n'y a pas le

moindre hiatus : c'est le même système de pensée qui est à l'œuvre. D'ailleurs il est remarquable que le politicien sur la scène internationale soit aussi peu probant que celui que nous connaissons dans l'hexagone. L'opération Manta par exemple au Tchad fut dans l'ensemble une opération politico-militaire particulièrement bien montée et somme toute efficace sur le moyen terme. À l'inverse la gestion des rapports avec Kadhafi, directe ou indirecte, fut proprement catastrophique comme on s'en souvient.

## *La très curieuse gestion des crises*

Stratège de grands mouvements sur la scène politico-institutionnelle, ou sur le théâtre des rapports de forces internationaux, Mitterrand semble toujours sur le point de trébucher dans la gestion d'une tension sociale, ou tout simplement d'une crise gouvernementale ou sociale.

En règle générale, face à l'obstacle, c'est-à-dire face à la décision, Mitterrand fait savoir par son porte-parole ou par des voies détournées qu'il « prend le temps de réfléchir », ce qui signifie inmanquablement qu'il laisse faire les événements afin de mieux les observer et d'essayer à travers leurs évolutions de discerner des lignes de forces. Au sens strict, Mitterrand n'agit pas, il réagit. Parfois il lui faut très longtemps pour apprécier une situation, et pour évaluer les forces qui déjà se sont mises en mouvement. Parfois il est trop tard et c'est la réalité qui a imposé ses choix au Président.

Cela vaut pour toutes les crises de ces cinq dernières années. De l'adoption de la politique de rigueur en mars 1983 au règlement de l'interminable affaire de l'école privée en juillet 1984, de la clarification sans cesse annoncée des rapports avec les communistes durant le premier semestre 1984 au règlement incroyablement tardif de l'affaire Greenpeace.

Tous les grands moments de tensions ont été réglés selon le même rythme : une attente interminable ; une décision sans cesse remise pour aboutir dans la plupart des cas à une rupture effective, qui à beaucoup apparaissait évidente comme le nez au milieu de la figure depuis le début. Et souvent il ne restait plus au Président qu'à entériner une situation de fait. L'effet de ce type de gestion sur l'opinion est évidemment toujours négatif. Il le fut toujours. Chaque décision, même courageuse, avait pour principale conséquence de ruiner un peu plus le crédit présidentiel, tout simplement parce que l'intellectuel-Président pris en flagrant délit d'observation prolongée, se voit reprocher invariablement son indécision. Et quand la décision arrive il est trop tard : pour l'opinion c'est la preuve qu'il ne pouvait pas faire autrement. Cela vaut, ô combien, pour l'école privée ou pour l'affaire Greenpeace : l'abandon du projet de loi tout comme la démission de Charles Hernu étaient devenus pour tout le monde absolument inévitables. Dans les deux cas, la même décision prise deux mois ou six semaines

plus tôt serait passée pour éminemment positive. Prise tardivement, elle passe pour l'expression d'une défaite personnelle.

Et c'est ainsi que l'arbre finit par cacher la forêt : plus personne ne voit la pertinence du stratège ni la qualité de ses intuitions à grande portée, mais tout le monde est déçu par les dérobades de l'homme d'action face à l'événement.

## *L'expérimentateur et l'observateur*

On connaît l'argument utilisé par le Président pour sa défense : à lui la fonction stratégique et au Premier ministre la gestion de l'action quotidienne.

C'était vrai, disons presque vrai, du temps de De Gaulle, ça l'était encore un peu du temps de Pompidou notamment par suite de sa maladie ; ça l'était déjà beaucoup moins avec Giscard et ça ne l'est plus du tout avec Mitterrand.

En effet le système de pensée de Mitterrand, avec ses forces et ses faiblesses, a des effets induits décisifs : il tend à mettre le Premier ministre dans la position de l'expérimentateur qui face à l'événement provoque des réactions dans l'opinion, afin que le Président placé lui dans la position de l'observateur, puisse émettre un diagnostic. Pierre Mauroy dont on connaît les qualités de fonceur, a parfaitement joué ce rôle. Avec Fabius, nous y reviendrons, le problème se posait différemment.

Le maire de Lille, avec sa générosité, n'a pas lésiné sur les expériences dans l'opinion pour le compte du Président, qui en dernière instance prenait la décision. Un tel système prive naturellement Matignon de toute autonomie de gestion, de tout vrai pouvoir de décision. Quant à l'opinion, elle est totalement larguée. C'est peu dire que le Premier ministre cesse d'être un paratonnerre pour le Président. C'est même l'inverse qui se produit, comme devait d'ailleurs le reconnaître publiquement Mitterrand en se définissant comme « le bouclier du Premier ministre ». En effet pour pouvoir durer, pour surmonter les effets négatifs d'une expérimentation présidentielle précédant une décision qui peut prendre une tout autre direction, le Premier ministre doit être remis en selle, et relégitimé à chaque fois.

L'opinion n'a pas tardé à percer le mystère de ce fonctionnement. Elle a rapidement compris que ce n'était pas le Premier ministre qui gouvernait mais le Président.

Il faut dire que ce dernier n'a pas cherché à détromper qui que ce soit, puisqu'il s'est ingénié à jouer l'homme-orchestre, en étant tout à la fois, Président, Premier ministre, ministre de l'Intérieur (la cellule anti-terroriste de l'Élysée), secrétaire d'État à l'Industrie (le plan sidérurgie le 4 avril 1984), ministre des Affaires Étrangères et naturellement ministre des Affaires européennes, mais aussi ministre du Travail (la décision sur les trente neuf heures payées quarante en juin 1982 alors, même que le Premier ministre venait de décider le contraire), etc.

Ce stratège-Président a engendré un système de décision qui l'a mis au centre de la gestion gouvernementale directe, c'est-à-dire à l'épicentre de sa faiblesse, là où il ne pouvait que décevoir à la fois ses partisans et ses électeurs, en leur donnant de manière répétée la preuve que de toute évidence il eût été un bien mauvais Premier ministre. Finalement la grande chance de Mitterrand c'est d'avoir perdu les législatives de 1978 : il ne se serait sans doute pas relevé de son passage à Matignon. Le Premier ministre est appelé à prendre des centaines de décisions, les unes très importantes et les autres beaucoup moins. L'efficacité de son action dépend entièrement de sa capacité à prendre très vite de bonnes décisions. Par définition, le Premier ministre est un homme d'action, un général opérationnel qui paie de sa personne, en permanence au cœur de la bataille.

Ce n'est ni le rythme ni la psychologie de Mitterrand. Et le système qui consistait à « gouvernementaliser » l'Élysée valait également pour la gestion du PS, lui aussi placé sous un poumon artificiel installé à l'Élysée. Ne voyait-on pas tous les mercredis midi, après le Conseil des ministres, les hiérarques du parti succéder à la table du Président aux éminences ministérielles ? Le deuxième « conseil » commençait. Par ailleurs le premier secrétaire du PS prenait tous les mardis matin son petit déjeuner avec le Président. Là encore, tout le système tend à faire, très publiquement d'ailleurs, de Mitterrand le principal dirigeant du parti majoritaire. De telle sorte que le discours maladroit d'un petit apparatchik de troisième ordre était immédiatement porté au passif du Président, comme source naturelle de toute pensée et de toute initiative au parti socialiste. Le fait même de maintenir sur la direction du parti la mainmise des mitterrandistes telle qu'elle était sortie du congrès de Metz en 1979, a eu pour conséquence d'affaiblir notablement Mauroy qui en 1979 avait justement été mis en minorité avec Rocard par les mitterrandistes, et de le mettre à la merci du parti : Pierre Joxe qui dirigeait le groupe parlementaire jusqu'en 1984 ne s'en est d'ailleurs pas privé.

Mais plus encore, prisonnier de son propre système, Mitterrand fut naturellement jugé responsable des deux congrès catastrophiques du PS, celui de Valence en octobre 1981 (le délire dirigiste sur l'État) et celui de Bourg-en-Bresse en octobre 1983 (le délire dirigiste sur la société civile). Ces deux congrès sont apparus à tous comme le fond de la pensée présidentielle, autrement dit, ce qu'il ne pouvait pas dire publiquement compte tenu de sa charge mais qu'il partageait naturellement avec ses lieutenants « mitterrandistes ».

Ce système de décision hypercentralisé a donc eu des effets désastreux pour le Président et son image : il est devenu le paratonnerre de la gauche au pouvoir, et plus spécialement de ses échecs. C'est ce que les sondages expriment clairement : à lui et à Pierre Mauroy la face noire du septennat (des trois premières années), aux sociaux-démocrates et aux néo-libéraux du gouvernement les acquis et les ruptures positives. En partie injuste, cette cristallisation négative a été engendrée par un système de décision présidentiel qui en fin de compte étouffait la décision.

Pour convaincre de sa volonté de décentraliser effectivement, Mitterrand aurait dû commencer par balayer devant sa propre porte, en décentralisant de la sphère élyséenne et le gouvernement et le parti. Nul doute qu'il en aurait été le principal bénéficiaire et alors, il eût été possible à l'opinion d'apercevoir enfin le stratège. Du moins ce qui en était visible.

## *La bande de Moebius*

Plus que la figure de Fraser qui, selon Jacques Attali, symboliserait le mode de raisonnement présidentiel, c'est à mon sens, la bande de Moebius qui lui correspond le mieux. La caractéristique de cette forme, c'est que l'envers se trouve dans la continuité de l'endroit. L'endroit, c'est la stratégie d'union de la gauche et le gouvernement socialo-communiste, l'envers, c'est l'affaiblissement des communistes ; l'endroit, c'est la politique de rigueur, l'envers, c'est la théorie de la parenthèse ; l'endroit, c'est la fameuse « bataille des libertés », l'envers, c'est la mise en place de la cohabitation...

Car la pensée stratégique de Mitterrand fonctionne de manière tout à fait paradoxale. Mitterrand triomphe en 1981. La stratégie qu'il a patiemment imposée à tous, à tous les partis et à tous les syndicats liés à la gauche, est fondée sur l'union pour gouverner du PC et du PS. Mitterrand défend cette union avec les communistes alors même que se développe un anticommunisme de gauche dans la fin des années 70. Rien n'y fait, Mitterrand persiste. Cette stratégie outre qu'elle lui ouvre les portes de l'Élysée, a — ô surprise — pour principale conséquence d'affaiblir de manière drastique le PC. Autrement dit, cette stratégie qui a pour particularité de défendre l'union avec les communistes a pour effet, sinon pour finalité, l'accélération de leur déclin. Or qu'on s'en souvienne : personne ou presque n'a rien vu venir. Même les plus proches collaborateurs de Mitterrand n'y croyaient pas. Quant aux communistes, il a fallu attendre 1977 pour qu'ils prennent conscience du piège mortel dans lequel ils étaient engagés. Alors, on peut comprendre que l'opinion n'y ait vu que du feu. Si elle faisait confiance à Mitterrand pour contenir les ardeurs communistes — c'est le sens du vote du premier tour de l'élection présidentielle — elle ne pouvait pas faire autrement que de prendre pour argent comptant le discours sur les beautés historiques de l'union des gauches. A partir de la victoire de 1981, Mitterrand va maintenir coûte que coûte son étreinte meurtrière sur le PC sans finalement se soucier du prix à payer — ce sera l'année 1981 et la mise en œuvre du programme socialiste, les nationalisations à 100 % etc.

Puis, c'est le tournant de la rigueur de 1982-1983, et c'est comme on l'a vu la contre-image de « la parenthèse dans le changement ». Tout le monde a compris qu'il y avait changement mais Mitterrand invente alors la fiction d'une continuité entre 1981 et 1983, destinée en grande partie à maintenir le verrouillage sur le PC. Il tiendra effectivement jusqu'en 1984 et, au passage, le PC aura dû avaliser l'adoption de la politique de rigueur. Lorsque les communistes quitteront le gouvernement, ils seront à ce point exsangues qu'ils ne parviendront pas à se refaire dans l'opposition.

Il va sans dire que le propre de cette stratégie c'est qu'elle ne peut pas s'énoncer faute de perdre son efficacité. Bref, destinée à leurrer, il n'est pas surprenant qu'elle leurre et donc que sa finalité échappe à l'opinion. Même

efficace, ce type de stratégie est par définition particulièrement coûteux pour celui qui la conçoit et la pilote. Tout simplement parce qu'elle est perçue comme une fourberie, une stratégie à double fond, qui ne se donne jamais à voir. D'une certaine manière, Mitterrand est toujours en train de « parler faux » puisqu'il poursuit des objectifs qui sont finalement à l'opposé de ceux qu'il annonce. C'est ainsi qu'on est passé de la rupture avec le capitalisme à la rupture avec le socialisme. D'où le regain dans l'opinion du thème du « parler vrai » par opposition à la pensée mitterrandienne. Lorsque cette stratégie prouve son efficacité, au regard de sa finalité, pas au regard du coût, lorsqu'elle se dévoile enfin, l'opinion ne retient que la fourberie, et oublie le résultat même si celui-ci est positif. Loin d'accroître son crédit, c'est l'occasion d'une nouvelle défiance à son endroit, qui gangrène toute sa communication. Peut-on croire ce qu'il est en train de nous dire, est-ce que cela n'est pas destiné à nous leurrer une nouvelle fois pour on ne sait quel objectif lointain ? De fait, ce mode de pensée interdit toute communication, en tout cas la rend particulièrement difficile, puisqu'il faut à chaque fois prouver que le discours est vraiment vrai et vraiment au premier degré, sans le moindre double fond. De là, l'aventurisme télévisuel du Président en matière de communication.

## *La solitude du coureur de fond*

Ce type de pensée stratégique ne cherche pas la confiance. Elle ne peut donc pas engendrer la mobilisation des hommes et des esprits. Elle repousse le principe de toute participation.

En deçà de toute interprétation psychologique, on mesure tout de suite quelle en est la conséquence : voilà en effet pourquoi ce mode de pensée engendre le système de décision décrit plus haut, qui tend à priver le gouvernement et le parti socialiste de toute autonomie de décision, de toute liberté de pensée, puisque justement cette stratégie se pilote seul et que seul le pilote doit pouvoir la comprendre. Si elle était connue de tous, elle perdrait le plus souvent sa raison d'être. Comme le Président ne peut pas se découvrir, il ne peut pas faire participer le gouvernement et le parti à son entreprise et ceux-ci en retour doivent prendre le moins d'initiatives possible, de peur de perturber l'épure abstraite du Président. Et par conséquent, toute décision un tant soit peu importante doit nécessairement remonter à l'Élysée et plus spécialement au Président, seul à même de juger si elle est harmonieuse ou non avec ses plans et ses hypothèses sur le moyen et long terme.

On imagine mal système de pensée et de travail plus impopulaire que celui-ci. Le Président en est sans doute conscient qui ne recherche pas le soutien direct, l'adhésion enthousiaste — celle-ci est rigoureusement impossible — mais le soutien par défaut. Il ne s'agit plus de séduire l'opinion mais toujours de la mettre

dans la situation de ne pas pouvoir faire autrement que de le soutenir. C'est ce qui s'est notamment passé pendant la campagne présidentielle de 1981.

Mitterrand de la sorte cumule à peu près toutes les impopularités. Il n'est pas étonnant qu'elles soient toutes au rendez-vous des baromètres d'opinion. Que dans ces conditions, Mitterrand réussisse à moderniser la société politique française, à la mettre en phase avec la réalité économique et sociale, tient quasiment du miracle.

Actuellement engagé dans la mise au point et dans le réglage de la future cohabitation politique, préluant sans doute à une réforme constitutionnelle qui achèvera d'asseoir l'évolution de la vie politique (quinquennat, suppression du poste de Premier ministre et création d'une vice-présidence), Mitterrand est encore une fois totalement projeté dans le moyen et long terme. A la différence de ses partisans et de ses adversaires, il vit déjà en 1986, et même au-delà. Encore une fois, il est engagé dans une stratégie à double fond : il doit mobiliser son électorat sur le thème : battre la droite et éviter le retour des revanchards afin de mieux gouverner avec elle et de créer ainsi les conditions d'une alternance « soft » en France entre un PS élargi et un RPR élargi. Encore une fois, voilà un dispositif qui n'est pas très mobilisateur et qui, comme ceux qui l'ont précédé, suscite plus la méfiance que l'enthousiasme.

Paradoxalement, la cohabitation va réaliser le rêve inavoué et sans doute inavouable de Mitterrand : pouvoir enfin se consacrer exclusivement à l'activité stratégique. Détenir à la fois les clefs du pouvoir présidentiel et donc du long terme sans pour autant avoir la responsabilité de la gestion gouvernementale directe, tout en ayant un pied dans l'opposition par l'intermédiaire du PS, c'est vraisemblablement pour lui, la forme la plus achevée du bonheur politique. Celle qui de toute évidence, convient le mieux à son mode de pensée.

SERGE JULY





*Opinion publique 1986* est le troisième volume d'une série annuelle rassemblant les principaux sondages de la SOFRES, commentés par des journalistes, universitaires ou chercheurs qui s'intéressent à la société française.

---

## ANALYSES

---

Serge July	L'impopolarité de F. Mitterrand
Alain Duhamel	Les présidentiables
Gérard Le Gall	Le déclin communiste
Jérôme Jaffré	Les surprises de la droite
Élisabeth Dupoirier	La démocratie
Docteur Simon	La sexualité des Français
Olivier Duhamel	La procréation artificielle
Colette Ysmal	Les enfants de "la belle époque"
François de Singly	L'humour du désordre
Marie-France Toinet	Les présidents américains
Et les contributions de : Angéline Bourlanges, François Cornut-Gentille, Florence Haegel.	

---

## GRANDES ENQUÊTES

---

Être de gauche aujourd'hui - L'insécurité - L'Église - Les immigrés - Qu'est devenue la "bof génération" ? - Greenpeace - **ET AUSSI...** L'argent - Le chômage - L'euthanasie - Les femmes - L'homosexualité - Les jeux - La Nouvelle-Calédonie - Les peurs des Français - Le travail au noir...

Déjà parus : *Opinion publique 1984*  
*Opinion publique 1985*



9 782070 706150



86-I A 70615 ISBN 2-07-070615-X

Extrait de la publication

110 FF tc